

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES  
ET SCIENTIFIQUES

SECTION D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE 1

ACTES 2

DU 3

77°  
SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME CONGRÈS 4

DES SOCIÉTÉS SAVANTES 5

GRENOBLE 6

1952 7



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1952

ASPECTS DU DAUPHINÉ  
ENTRE L'ARMISTICE DE 1940  
ET LA LIBÉRATION

---

LE DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE,  
DE LA DÉFAITE À L'OCCUPATION ALLEMANDE

*par le Lieutenant-Colonel LE RAY,  
du Service historique de l'Armée.*

---

AVERTISSEMENT

La présente étude peut prendre place comme fragment dans un travail répondant au premier des titres proposés ci-contre.

Elle servirait à introduire une narration dont certains éléments de base ont déjà fait l'objet de publication sporadique dans divers opuscules traitant de la Résistance et d'une relation sommaire dans *La France et son Empire dans la Guerre*, tome II, troisième partie<sup>(1)</sup>.

La chronique qui va suivre a été établie d'après les notes personnelles de l'auteur, témoin des événements et souvent mêlé à eux et, sur la foi de témoignages émanant de [personnalités ayant vécu les faits parfois au premier rang.

Plusieurs rapports officiels ont été consultés, en particulier ceux du général ZELLER, commandant R. 1 et R. 2 et du colonel DESCOUR, commandant les Forces Intérieures de la région Lyon-Alpes-R. 1. Enfin l'examen des vestiges d'archives départementales des mouve-

<sup>(1)</sup> Éditions littéraires de France, 1946.

ments de résistance et de l'A. S., des journaux de marche de l'armée d'armistice, a permis de préciser certains points ou tout au moins d'en contrôler l'exactitude.

De nombreux aspects, en particulier l'aspect économique, ont été négligés, faute de place, dans cette brève communication, qui ne prétend pas être autre chose qu'une première ébauche d'histoire locale.

Sans avoir le tempérament d'un rebelle, le Dauphinois est avant tout homme d'indépendance. Son histoire en témoigne éloquemment. Nous en saisissons la trace à travers la lutte des Allobroges déjà, contre la domination romaine, puis c'est, en 58 avant J.-C., la révolte des Caturiges, la résistance de Grenoble aux Lombards en 673, le geste de l'évêque ISARN chassant les Arabes du bas Grésivaudan et, plusieurs siècles plus tard, l'acharnement des hommes de CATINAT défendant pied à pied leur sol face aux Barbets et aux troupes piémontaises de VICTOR AMÉDÉE (1692). C'est, à la même époque, l'héroïsme de Philis DE LA TOUR-LA-CHARCE, légende peut-être, mais incarnation d'une volonté collective. En 1815, modèles de fidélité, Briançonnais et Grenoblois protègent leurs cités grâce aux cohortes urbaines levées à la hâte parmi la population. Ils soutiennent contre les Austro-Sardes un siège de trois longs jours à Grenoble, de trois mois devant Briançon.

Avec un peu de complaisance ne pourrait-on voir, dans ces mêmes compagnies franches, une sorte de préfiguration des francs-tireurs de 70 et de 44?

Le Dauphiné connut maintes fois l'occupation et la ruine. Victoire et installation romaine en 121 avant J.-C. En 439, invasion des Burgondes, eux-mêmes chassés cent ans plus tard par les Francs. En 572, les Lombards se répandent sur le pays, suivis par les Sarrasins du VIII<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle. En 1692, la terre dauphinoise est tout entière dévastée, Gap brûlée de fond en comble, et 1815 signifie, là comme ailleurs, épuisement et défaite.

Mais l'homme de cette rude contrée reste semblable à lui-même et comme sa passion de liberté avait fait de lui le 7 juillet 1788 le fourrier de la Révolution, c'est en Dauphiné que couve, sous la Restauration, l'un des premiers complots bonapartistes, celui de Paul DIDIER.

Ainsi donc tous ces indices qui se retrouvent à chaque pas dans l'histoire locale permettent d'affirmer que le pays des Dauphins de France a toujours été de nos provinces la plus éprise de liberté.

Juin 1940, La marée allemande déferle sur la France intérieure, toutes digues rompues. Contournant les obstacles naturels par une manœuvre d'enveloppement, la troisième et dernière de cette campagne, l'ennemi de la vallée du Rhône lance son XVI<sup>e</sup> corps, front retourné, vers les Alpes afin d'y tendre la main à l'allié italien.

Mais, dans un ultime sursaut, les Dauphinois du général CARTIER se dressent devant l'adversaire étonné, qui stoppe la ruée de ses avant-gardes.

La 4<sup>e</sup> Panzer s'immobilise devant Bourg-de-Péage; à la cluse de Voreppe c'est le 3<sup>e</sup> Panzer, au col de la Placette une colonne de la 13<sup>e</sup> motorisée.

Comme pour reconnaître le geste de ces combattants sans espoir, la guerre s'arrête soudain.

Devant l'ennemi les portes du Dauphiné demeurent closes.

#### *Le Dauphiné « Zone libre ».*

Il s'établit alors sur Grenoble et sa région, une sorte de grand calme, où vont s'étouffer les échos du dehors. La stupeur de l'effondrement national dissipée, la plupart des jeunes hommes retenus captifs, toute vie obéit à une tentation de repliement, à un besoin de méditation, peut-être de pénitence.

Certes, un tel retour sur soi-même révéla bien des égoïsmes, et cette évolution, naturelle chez un peuple où charges et privations devaient être si mal réparties, explique certains antagonismes prochains devant les choix momentanés de la France.

Le Dauphinois, réputé pour son astuce, et son attachement aux biens de ce monde, n'est guère susceptible d'accès de sentimentalité romantique. Pourtant, il devait faire preuve presque unanimement et de façon plus ouverte, au fur et à mesure que s'approchait le dénouement, d'une générosité, d'une hospitalité, et d'un esprit de solidarité qu'inspirait la conscience réfléchie d'un indiscutable devoir.

A l'origine, la masse populaire et bourgeoise presque entière voit dans le Maréchal Chef de l'État un sauveur et un chef de famille, et dans la paix revenue une garantie de régénération par le travail et la bonne volonté. Comment en serait-il autrement pour « l'homme quelconque », politiquement non averti, qui se voit après le tourbillon de la mêlée rejeté sur une grève paisible où lui semble promis, moyennant effort et patience, un sûr retour à la santé?

Chacun, réduisant de bon gré son train de vie, se remet à la tâche, et la province montagnarde retrouve rapidement un équilibre garanti par sa structure économique même.

La partie non rurale de la population ne tarde pas cependant à ressentir les premiers effets des restrictions, en même temps que la disparition de l'armature syndicale manifeste ses premières conséquences : inquiétude ouvrière, début d'agitation clandestine.

A l'abri fragile de la ligne de démarcation, la France reconstitue ses attributs apparents de souveraineté. Une armée d'armistice, officiellement destinée au « maintien de l'ordre », lui a été laissée. Un service du travail est instauré sous le vocable de « Chantiers de la Jeunesse » dont les quatre groupements dauphinois s'installent à Monestier-de-Clermont, Villard-de-Lans, Vizille et Saint-Laurent-du-Pont. Bientôt même les aviateurs, à la recherche d'un moyen de maintenir le tonus de leurs pilotes et de se ménager une reprise du recrutement, fondent l'organisation « Jeunesse et Montagne », entreprise dont l'œuvre et l'esprit devaient demeurer et fructifier plus tard dans les maquis de Chartreuse et d'Oisans.

« Jeunesse et Montagne » avait implanté son centre dauphinois principal à Saint-Bonnet en Champsaur.

Quant à l'armée d'armistice, elle avait réduit l'ancienne XIV<sup>e</sup> région de Lyon à l'échelle d'une 14<sup>e</sup> D. M. dont le dispositif en Dauphiné comportait les trois subdivisions de Grenoble, Gap et Valence et les corps de troupe suivants :

A Grenoble :

159<sup>e</sup> R. I. A. E. M. et deux bataillons ;

6<sup>e</sup> B. C. A. ;

2<sup>e</sup> régiment d'artillerie E. M. et deux groupes ;

4<sup>e</sup> bataillon de sapeurs-mineurs ;

Groupe de transmissions 8/14 ;

8<sup>e</sup> escadron du 2<sup>e</sup> groupe d'escadrons de la garde mobile.

A Gap :

Le 3<sup>e</sup> bataillon du 159<sup>e</sup> R. I. A. ;

Le 7<sup>e</sup> escadron du 2<sup>e</sup> groupe d'escadrons de la garde mobile.

A Bourg-de-Péage :

Le 3<sup>e</sup> escadron du 1<sup>er</sup> groupe d'escadrons de la garde mobile.

A Vienne :

Le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval.

Un établissement principal du Service du Matériel à Grenoble constituait un dépôt d'armement, véhicules et munitions de première importance dont un magasin était détaché au camp de Chambaran. Ces dépôts ainsi que les magasins d'intendance n'allaient pas sans un effectif notable de gestionnaires et manutentionnaires civils et militaires.

Enfin quelques noyaux de gardiennage et d'entretien avaient été laissés dans les places de Briançon, Embun, Château-Queyras, Mont-Dauphin et Barcelonnette.

Le Prytanée militaire de la Flèche avait élu un double domicile à Valence et à Briançon.

La gendarmerie avait conservé son dispositif et ses moyens antérieurs. Son école de formation venait de s'installer à Romans.

L'examen compartif des « forces » réparties sur le territoire de la zone libre, ressources des Chantiers et de J. M. incluses, fait ressortir une concentration certaine au profit de la zone alpine et singulièrement de la région dauphinoise.

L'état d'esprit des cadres, aussi bien des organisations de jeunesse que de l'armée, s'avère flottant et disparate faute de lignes d'accrochage fermes et de directives.

Certes, ces hommes dont la plupart étaient militaires de l'armée active ont été surpris par la brutalité et l'étendue de la défaite au point d'en subir désormais, et pour longtemps, une sorte d'handicap moral et de préjudice intellectuel. Pour un être jeune, construit en vue de l'action, la démonstration des errements du régime passé en matière diplomatique et militaire créait une prédisposition à se soumettre aux nouvelles consignes d'humilité dans la discipline présentées comme la rançon nécessaire des fautes nationales d'hier.

Cette attitude était générale et déterminait un climat de soumission et d'application laborieuse, que le pays connut d'ailleurs en d'autres domaines.

Mais il se développait secrètement de profondes divergences sur les fondements de cette confiance, dans les jugements sur le présent sur la nature même de l'Espoir.

C'est que chacun interprétait à sa manière les silences de Vichy et l'inaltérable discrétion des échelons intermédiaires.

Pour beaucoup, le reste de liberté sauvegardée semblait être le gage prémédité d'un prochain retour dans la guerre. Des forces modestes, mais reconstituées et mises en œuvre opportunément en combinaison avec l'effort de nos alliés de 39, nous ramèneraient le jour venu au rang des vainqueurs.

Pour d'autres, au contraire, la politique de Montoire était la conséquence logique et sincère d'un effondrement dû au pourrissement du régime et d'une politique étrangère contraire aux intérêts profonds du pays. Le Maréchal tendant la main au vainqueur scellait ainsi les prémices d'un prochain renversement des alliances. C'était là le point de vue des ultras, peu nombreux, mais ardents à répandre leur vérité.

La troisième attitude, enfin, la plus commune peut-être, était inspirée par la formule « contre quiconque » comme si un neutralisme eût été concevable pour ce qui restait de la France dans ce monde en pleine bataille.

Il y avait donc en puissance un grave désaccord sommeillant à l'abri d'une équivoque. Les trois positions se réclamaient d'un dénominateur commun : l'infailibilité du vieux chef à qui le pays malheureux avait confié ses destinées.

C'est sous le signe de ce malentendu que se déroulèrent les manifestations chaleureuses qui accueillirent le Maréchal à Grenoble le 19 mars 1941. Et c'est encore dans le malentendu que fut fondée la Légion des Combattants.

Ainsi mûrissait dans le décor rustique des Chantiers du Dauphiné, dans les mess et les popotes de Gap et de Grenoble, comme à l'université, à l'usine et jusque dans le cœur des familles, les éléments premiers du drame qui ferait lever bientôt tant de scrupules, déchaînerait tant de passions, provoquerait tant de ruptures et de déchirements avant d'entraîner enfin l'unanime sursaut de la Libération.

La présent visible des vainqueurs se manifestait peu. Seules des commissions de contrôle, dont les membres circulaient le plus souvent en civil, résidaient en zone sud.

A Grenoble, antérieurement à novembre 1942 régnaient deux sous-commissions italiennes complémentaires l'une de l'autre :

La sous-commission de contrôle de l'armée ;

Et la sous-commission de contrôle de l'industrie de guerre.

Cette dernière, de compétence surtout économique, mais dirigée par un général, siégeait à l'hôtel Lesdiguières.

Elle était autorisée à envoyer ses représentants en inspection dans tous les bâtiments d'industrie de guerre privée et nationale. C'est assez dire l'extension de ses pouvoirs.

La sous-commission de contrôle de l'armée fit constamment preuve de discrétion, de libéralisme, voire, en plus d'une circonstance, d'une certaine francophilie. Les Italiens, par exemple, ne se livrèrent jamais dans la région à une visite inopinée de corps de troupe ou d'installation militaire.

Un officier supérieur allemand était détaché auprès de ces organismes et exerçait son activité en première urgence sur le chapitre sécurité, préparant ainsi les voies que suivraient demain le S. D. et la G. S. P. (1).

Des officiers français de liaison avaient l'ingrate mission de transmettre aux autorités françaises les desiderata de l'élément italien et de faire valoir auprès de celui-ci les doléances et protestations françaises.

Ces officiers ont, en général, rempli avec sérieux et constant patriotisme ce rôle délicat et qui les désignait en outre à une injuste suspicion.

Il resterait beaucoup à dire sur d'autres aspects du Dauphiné pendant cette période de trêve et de semi-liberté. Le temps nous manque notamment pour mentionner ce qui a trait aux activités municipales et préfectorales. Il ne semble pas, toutefois, que le Dauphiné ait marqué dans ce domaine une particulière originalité.

Enfin, derrière cette façade, commencent à se manifester les premiers indices d'une forme diffuse de Résistance.

Résistance quasi officielle d'abord, inspirée par un parti cohérent, agissant à l'état-major même de l'armée, au sein du 3<sup>e</sup> Bureau notamment, et qui disposait, comme outils d'exécution, du « Service de camouflage de l'armée » et des bureaux spéciaux mobilisateurs des divisions militaires (2).

Les ramifications locales de cette entreprise authentique de remilitarisation clandestine étaient nombreuses et impliquaient jusqu'au commandant de la subdivision lui-même, le général MICHEL DE LA BAUME. Le responsable principal, pour le département de l'Isère, était le colonel REGARD. L'ensemble des chefs de corps, au courant de ces activités, lui apportaient leur concours.

Il s'agissait de mettre sur pied un plan de mobilisation visant à

(1) Sicherheits Dienst; Geheime Staats polizei, dite Gestapo.

(2) A Lyon, le chef du B. S. M. était le commandant DE LINARÈS.



dédoubler les effectifs et moyens de l'armée d'armistice. On tenterait, parallèlement, de soustraire du matériel au contrôle des commissions de l'Axe en quantité et qualité suffisantes pour équiper les unités dont la mobilisation se préparait par ailleurs, grâce au recours de la réserve disponible.

Il était nécessaire, pour y réussir, de pouvoir compter sur la coopération du commandant du parc d'artillerie, à cette date le lieutenant-colonel DELAYE. Cet officier supérieur commença dès lors l'œuvre minutieuse qu'il devait poursuivre avec ses officiers, et ceux-ci après son départ, jusqu'à l'issue de la lutte. Elle permettrait plus tard aux combattants de l'Isère de disposer d'un armement que la rareté des parachutages n'eût guère permis d'espérer.

Cette tentative, à la fois méthodique et naïve, relevait, elle aussi, de l'équivoque Vichy. Convaincus d'interpréter la pensée secrète du maréchal (ou affectant une telle conviction), le groupe résistant de l'état-major transmettait ses directives sous cette caution et pensait neutraliser de ce fait une opposition conformiste toute prête à se manifester. Malheureusement cette construction, qui reposait sur une garantie trompe-l'œil, avait la fragilité d'un château de cartes. Cadres pressentis pour le commandement des unités recrées, personnes privées ayant assumé la responsabilité du recel des matériels étaient susceptibles de se rétracter si Vichy venait à leur retirer sa couverture. Et c'est ce qui survint en novembre 1942.

Mais une des formes fondamentales de la Résistance naissante fut l'opposition politique. C'est la sourde rébellion du « parti des quatre-vingts », de ceux qui n'admettent pas la déchéance de la République parlementaire.

On y retrouve surtout des syndicalistes, des hommes de la gauche non ralliée, fonctionnaires et intellectuels représentés activement dans l'enseignement et jusqu'à l'Université de Grenoble; beaucoup d'Israélites aussi, grossis d'un contingent important de réfugiés de la zone nord, et principalement à Villard-de-Lans et à l'Alpe d'Huez, enfin, tous ceux que l'hostilité agressive et maladroite du régime a condamnés à l'exil intellectuel.

Ce parti n'était pas encore vraiment gaulliste. L'appel du 18 juin n'avait pas eu, semble-t-il, un retentissement très considérable en Dauphiné, et l'action militaire n'apparaissait pas d'ores et déjà comme un aboutissement logique et nécessaire.

Ce n'est que peu à peu que cette « résistance de la première heure » se confondit avec un gaullisme militant personnifié par le comité de la « France combattante ».

Enfin les premiers réseaux de renseignements établissaient leurs antennes dans la région en grand secret et dans le respect du principe de cloisonnement absolu.

## LES ÉVÉNEMENTS DE NOVEMBRE 1942

Le 8 novembre à l'écoute de la B. B. C., les Grenoblois entendent l'appel du général DE GAULLE : « Voici le grand moment... ». C'est le débarquement au Maroc. GIRAUD vient de quitter la France métropolitaine.

Le 11 les troupes allemandes franchissent la ligne de démarcation. On s'attend au pire. Le général LAFFARGUE commandant l'infanterie divisionnaire, 14, place de Verdun, et qui exerce les prérogatives de commandant militaire, est résolu à opposer une résistance armée. Cadres et troupe sont dans le même état d'esprit. Pour la plupart le mirage d'une « Résistance du maréchal » conserve sa vertu. Le général sait qu'il agira en communion de pensée avec la part la meilleure de la population. Des encouragements lui parviennent de tous les milieux. Mais de Lyon arrivent des ordres étranges : toute la 14<sup>e</sup> D. I. fera mouvement vers les massifs pré-alpins afin de dégager entièrement les itinéraires de vallée. Défense absolue de tirer en quelque circonstance que ce soit. Est-ce le premier temps de la capitulation ?

Puis une détente soudaine se produit. Les Allemands sont à Lyon, mais ils confèrent avec l'état-major français. Il n'est pas question de reddition. Les Allemands demandent seulement le libre passage vers la Méditerranée et le retrait bénévole des unités françaises hors de leur chemin. Verrons-nous l'étrange spectacle d'une cohabitation pacifique ? Est-elle seulement concevable ? L'ennemi, lui, ne s'y trompe pas. On peut déplorer par contre que le commandement français, qui sentait venir l'orage, n'ait pas fait procéder dès cet instant, et par petites étapes, à la dispersion du matériel et à la constitution de dépôts qui eussent été d'un grand secours par la suite. Déjà sans doute les hésitations des consciences interdisaient cette entreprise fondée sur le secret total.

Il s'est joué, en quelques jours, un drame silencieux au cœur de

cette petite armée d'armistice dont l'armature technique était solide, mais dont la conscience morale ne pouvait se contenter à la longue du seul mythe du « Maintien de l'Ordre ».

Le 11 novembre chacun s'attendait au combat et l'acceptait avec le sourire. Huit jours plus tard, cette jeune volonté avait fléchi. Un pourrissement de l'atmosphère était intervenu sous l'influence de nouvelles dissolvantes transmises de bouche à oreille.

Le 11 novembre l'idée d'un sacrifice pour l'honneur était acceptée sans réticence. Le 26 on entendait déjà arguer de l'inutilité d'une opposition armée, invoquer la volonté d'apaisement du maréchal et certains ordres formels venus de Vichy.

Comment, noyés dans cette incertitude, les plus forts eussent-ils pu réagir sinon par une rébellion d'avance blâmée par la majorité et déjà compromise dans ses moyens.

C'est ce dont le général LAFFARGUE prenait conscience au fur et à mesure que passaient les jours et que lui parvenaient les directives du général MER commandant la 14<sup>e</sup> division à Lyon.

Brusquement le 27 à 9 heures le général apprend l'irruption des Allemands dans les casernes de Lyon et de Vienne. Les garnisons sont désarmées et capturées. Les communications extérieures sont interrompues.

Le général LAFFARGUE, coupé de son chef direct, récupère cette liberté d'action qu'il appelait de ses vœux et qui lui permettra, pense-t-il, d'éviter l'exécution d'ordres contraires à l'honneur militaire.

Face à cette situation douloureuse, raccourci poignant du drame que vivait la France toute entière, le général, à la recherche de points d'amarre et d'impératifs catégoriques, avait donné la priorité à la loi écrite sur le principe de discipline. L'imbroglio tumultueux qui sévissait alors à la tête des armées comme au Gouvernement lui-même, surajoutant de nouvelles raisons de doute à celles qu'avait déjà accumulées l'armistice, rendait incertaine la contrainte réglementaire d'obéissance hiérarchique.

Il restait toutefois un terrain solide en apparence, celui que définit le code de justice militaire.

L'état d'armistice, constate le général, ne met pas fin à l'état juridique de belligérance. Or la seule violation d'une de ses clauses suffit à rompre cet état d'Armistice. Nous sommes donc doublement en situation d'hostilités avec l'Allemagne. Toute reddition sans combat tombe sous le coup de l'article 234 du code de justice militaire.

La conclusion évidente de ce raisonnement était la mise en état de défense des troupes.

Déjà la lutte sur place en cas d'attaque-surprise avait été étudiée, un dispositif d'alerte établi. Le colonel NOIRET, commandant l'artillerie, faisait cantonner en permanence dans la campagne un sur deux de ses groupes.

Le général LAFFARGUE décide d'appliquer son plan de repli sur l'Oisans, préluant à l'organisation de ce massif en réduit.

Le mouvement aura lieu en deux étapes :

- 1° étape pour les troupes de Grenoble : Vizille ;
- 2° étape pour les troupes de Gap : Valbonnais.

La consigne est d'ouvrir le feu en cas d'attaque.

Ordre est donné au commandant de la subdivision, le colonel MALRAISON, de faire embarquer des réserves de vivres. Un hôpital de campagne sera dirigé sur Vizille.

Le préfet DIDKOWSKY s'engage à assurer au général LAFFARGUE une couverture de trois heures avant d'adresser son compte-rendu à Vichy.

A partir de midi les colonnes se mettent en marche. Pas un malade, pas un éclopé ne manque et pourtant les recrues avaient été vaccinées la veille.

Le soir le dispositif adopté face à l'ouest est le suivant :

- 159° R. I. A. : région de Monchaboud ;
- 6° B. C. A. : Brié et Angonnes ;
- 2° R. A. : Vizille.

Mais au cours de cette même soirée le général MER, à peine relâché par les Allemands, trouve le moyen de reprendre contact avec Grenoble et intime au général LAFFARGUE<sup>(1)</sup> l'ordre de réintégrer ses garnisons. Devant son refus, il le suspend de son commandement au profit du colonel MALRAISON, commandant la subdivision, qui, d'ailleurs, se gardera d'intervenir.

Mais l'écho de ces incidents filtre rapidement. Il devient patent que le général s'est placé en position d'indiscipline. Il est pris désormais entre les ordres formels de Lyon et les scrupules de ses subordonnés.

(1) Ordre téléphonique, confirmé par ordre écrit transmis le jour même par le lieutenant-colonel LELARGE D'ERVAU, chef d'état-major de la subdivision

De Vichy émanent d'autres nouvelles qui contribuent à désarmer les esprits : le maréchal a accepté de licencier l'armée d'Armistice. Il n'y aura donc ni capitulation, ni capture. Et l'ennemi n'apparaît toujours pas devant Grenoble.

La position n'est plus tenable lorsqu'est transmis officiellement l'ordre de licenciement et de mise sous contrôle français de l'armement. La référence aux articles 234 et 236 du code de justice militaire ne conserve plus de valeur de justification. Enfin le général apprend que Grenoble reste désormais le seul point névralgique de toute la zone sud. Partout ailleurs, hormis le geste du général DE LATTRE à Montpellier, l'armée française a obéi à l'ordre de Vichy.

Les Italiens, renseignés par leur commission de Lesdiguières, ont eu l'extrême habileté de ne pas s'aventurer devant Grenoble, et ont ainsi rendu inopérant le geste du général LAFFARGUE qui se résoud enfin, la mort dans l'âme, à démobiliser ses unités.

Ces hommes, qui avaient souhaité se battre pour sauver l'honneur, durent quitter leurs uniformes, remettre leurs armes et se séparer dans la tristesse et la déception. Le geste du général LAFFARGUE avait peut-être été inutile sur le plan positif, il n'en avait pas moins témoigné de la survivance de cet honneur militaire, dont les fruits prochains allaient mûrir dans une ambiance nouvelle.

Tout ceci s'était passé en vingt-quatre heures les 27 et 28 novembre 1942.

Dans les jours qui suivirent s'achevèrent les opérations de liquidation. Les engagés alsaciens-lorrains furent versés aux chantiers avec de fausses cartes d'identité. Le matériel fut reversé au Parc dans l'intention d'endormir la vigilance des Commissions et dans l'espoir de le récupérer ultérieurement grâce à des complicités intérieures et par coups de main. Une faible partie de l'armement fut néanmoins soustraite dès la fin novembre par initiatives individuelles, et stockées en lieu sûr.

Le matériel d'habillement qui rejoignit les magasins des corps, et fut géré semi-clandestinement par la suite, devait permettre le rééquipement de ce groupement d'infanterie qui défila devant le général DE GAULLE le jour de la remise à Grenoble de sa Croix de la Libération.

Ces événements s'étaient déroulés sous les yeux d'une population inquiète, mais qui, selon toute probabilité, se fût en grande part jointe aux soldats si le combat avait du s'engager.

La Préfecture avait loyalement joué son rôle, assurant les délais

prévus et adressant à Vichy des rapports lénifiants propres à émousser la riposte gouvernementale.

Enfin il n'est pas exclu que l'absence d'incidents sanglants ait eu pour explication la prudence du général italien DI CASTIGLIONE, commandant la division chargée d'occuper la région.

### L'OCCUPATION ITALIENNE

30 NOVEMBRE 1942-9 SEPTEMBRE 1943

La chronique de l'occupation italienne ne comporte pas de dates majeures. L'apparition en Dauphiné et en Savoie des uniformes italiens de la Division Pusteria, alors qu'aucun succès militaire ne justifiait une telle humiliation et qu'au contraire l'ennemi avait été, sur cette frontière, partout contenu, fut ressentie douloureusement. Cependant le comportement modeste et bon enfant des Transalpins, les liens personnels qui se formaient ou se reconstituaient entre certains soldats piémontais et la colonie émigrée de plus ou moins longue date, l'attitude parfaitement correcte du général DI CASTIGLIONE et de ses subordonnés permirent l'établissement d'un *modus vivendi* acceptable. Les Dauphinois avaient le sentiment d'avoir affaire à des troupes de passage, plutôt qu'à une occupation.

La police secrète italienne OVRA ne manquait pas d'exercer une surveillance efficace et adroitement dissimulée, mais ses procédés ne devaient pas, sauf rares exceptions, s'apparenter à ceux de son émule allemande. D'autre part, il fallait du temps pour mettre en place un système de détection perfectionné pour des objectifs qui demeuraient encore diffus.

La première tranche de travail de cet organisme fut la plus néfaste pour ceux qui se préparaient à une reprise du combat. Ce fut la récupération du matériel camouflé par l'Armée et la mise sous inventaire des dépôts d'intérêt militaire.

La garantie quasi officielle dont croyaient jouir les dépositaires de ces matériels s'étant évanouie, la plupart d'entre eux furent pris de panique et s'empressèrent de faire savoir à la Subdivision, voire à la Préfecture, qu'ils n'entendaient plus conserver une telle responsabilité. Certains en vinrent à sommer le Parc d'avoir à évacuer véhicules et pièces dans un délai minimum. C'est ainsi notamment que l'artillerie entreposée dans les carrières calcaires de Noyarey fut remise au contrôle italien.

Rares furent ceux qui tinrent bon malgré le risque et l'abandon moral dans lequel ils se trouvaient.

Il y a lieu de se souvenir de leur geste, car c'est leur courage qui permit de réarmer par la suite les premières unités d'action directe. Le château de Virieu-sur-Bourbre est à citer parmi les rares dépôts dauphinois qui ne furent pas « donnés ».

L'activité première des clandestins du moment fut donc un temps l'évacuation d'urgence des dépôts non décelés et le stockage en d'autres lieux de tout ce qui pouvait être récupéré en fait d'armes, d'explosifs et de munitions. Cependant les points sensibles où était entreposé le matériel sous contrôle faisaient l'objet de reconnaissance et d'un fichage détaillé.

Mais s'il est vrai que quelques patriotes isolés et groupuscules divers s'ingéniaient à sauver ce qui pouvait l'être, il serait inexact de parler d'une organisation cohérente. Nous en sommes encore à la période de l'ordre dispersé.

L'activité clandestine dans l'Isère tend cependant à se concentrer autour de deux noyaux. Le groupe « Combat » dirigé par le docteur Gaston VALOIS et le groupe « Franc-Tireur », dédoublé en une fraction grenobloise avec Jean PERROT et un important élément en Vercors, avec PUPIN et Eugène CHAVANT. Ces émanations locales des mouvements, nés en Zone Sud à la fin de 1941 disposent d'effectifs réduits mais d'hommes situés en bonne place. « Combat » en particulier, dont les initiatives visent en première urgence l'Administration et les Chemins de fer, a constitué ses embryons d'organismes FER et NAP<sup>(1)</sup> et jouit d'ores et déjà de nombreuses intelligences parmi le personnel de la gare de Grenoble, des Postes, de la Mairie, du Ravitaillement, de l'Inspection du Travail et de la Préfecture ! L'A.S. est née déjà, au moins sur le papier, et le commandement dans l'Isère en sera donné à Albert REYNIER au début de 1943. Quelques groupes francs sont déjà constitués, parmi lesquels celui de Paul VALLIER, garçon de grand courage personnel, aux initiatives parfois excessives, mais toujours ardemment enthousiastes. « Franc-Tireur » se consacre de son côté, comme « Combat » d'ailleurs, à la propagande et au renseignement, mais son originalité dans l'Isère et la Drôme réside dans la création de petites

(1) Appellations conventionnelles, désignant les noyaux clandestins ferroviaires et administratifs.

communautés de recueil de réfractaires, qui ont probablement été parmi les tout premiers maquis de France.

Les Communistes ne sont pas restés inactifs. Le Parti adhère officiellement à la France Libre en janvier 1943 et, à compter de cet instant, il est représenté régulièrement au Comité de la France Combattante, véritable organe directeur à Grenoble comme ailleurs.

Le Front National se développe peu à peu. BENOIT en est l'animateur et le porte-parole au Comité départemental.

Du côté Armée d'Armistice les opérations de liquidation se poursuivent tandis que les plus impatients s'interrogent sur leur nouveau devoir.

Un petit nombre d'officiers, dont les chefs de corps des 2<sup>e</sup> R.A. et 159<sup>e</sup> R.I.A. (1), s'échappent vers l'Afrique du Nord. D'autres se reclasent sur place dans des emplois temporaires, afin de rester disponibles. Aucune consigne nette ne les rallie. Seuls dominent un parti pris vigoureux de maintenir le contact à toutes fins utiles et une solide volonté d'entraide.

Certains officiers rejoignent dès maintenant leur poste de combat. NAL auprès du Parc d'artillerie d'où il dirigera bientôt tout un réseau d'action directe, BRUNET (2) à la Direction départementale de la main-d'œuvre où il réussira jusqu'en juin 1944, date de sa disparition, à soustraire des centaines de jeunes au départ vers l'Allemagne.

Les séquelles de l'organisation semi-clandestine de l'Armée ont rapidement permis la reconstitution d'une armature simplifiée et cette fois sans ambiguïté. Un délégué local, le commandant COGNY (3), est dépêché sur place avec mission de regrouper le personnel immédiatement nécessaire, de transmettre les consignes et de prendre contact avec les groupes civils et para militaires en formation.

Un représentant du 2<sup>e</sup> Bureau est installé dans l'Isère.

Parallèlement fonctionne une sorte d'office clandestin d'information dont les attaches sont multiples et que dirige le colonel LANOYERIE (4).

Une des originalités de la Région dans le tableau d'ensemble de la Résistance française réside dans l'absence, presque totale à cette époque, d'éléments de réseaux. Les routes d'évasion passaient hors de la zone alpine et le renseignement au bénéfice de la France Libre

(1) Les colonels NOIRET et DUVAL.

(2) Arrêté le 28 juin 1944 et déporté à Neuengamme.

(3) Remplacé en mai 1943 par le capitaine DEVOS.

(4) Livré par un de ses agents et fusillé en 1944.



et des Alliés transitait quasi exclusivement par le Centre Lanoyerie.

Enfin, et quoique leur récente étiquette leur ait valu quelque suspicion, les anciens de l'équipe d'Uriage<sup>(1)</sup>, liquidée officiellement en février 1943, se maintenaient groupés autour de Pierre DUNOYER DE SEGONZAC, dans une attitude de refus et une résolution d'immédiat engagement, qui devaient fournir aux mouvements locaux un précieux et constant appui.

La hauteur de vues qui a inspiré des hommes comme SEGONZAC, H. BEUVE-MÉRY et leurs amis<sup>(2)</sup>, la sérénité dont ils ont témoigné au cours de cent rencontres de chefs ou de responsables d'action, est pour beaucoup dans l'harmonie exceptionnelle qui, après des débuts difficiles, s'est établie peu à peu sur le Vercors et sur l'Isère.

## LE RECUEIL DES RÉFRACTAIRES, NAISSANCE DU VERCORS

La Relève était entrée en vigueur en mai 1942 ; le Service du Travail obligatoire est institué en avril de l'année suivante et, dès la fin de 1942, la fuite devant cette nouvelle contrainte s'était organisée : implantation d'agents dans les offices chargés de l'administration du personnel, centres de faux papiers et surtout mesures d'hébergement des jeunes réfractaires. D'abord individuelles, ces initiatives finissent rapidement par entraîner des servitudes que de simples particuliers ne sont pas en mesure d'assumer.

Nombreux furent cependant les agriculteurs dauphinois, en Basse-Isère surtout, qui recueillirent et employèrent des jeunes de 1943 jusqu'à la Libération.

La nécessité conduisit les mouvements à créer eux-mêmes leurs centres de recueil qui devaient par la suite s'illustrer sous le vocable évocateur de « maquis ».

L'Oisans accueille un premier lot de jeunes. Ils cantonnent à Villard-Notre-Dame, puis à Vaujany dans la vallée de l'Eau d'Olle. Mis sur pied par MANHAUDIER, de « Combat », ce camp constitua à la fois un embryon de groupe mobile et une ébauche d'école de cadres. A quelque

(1) Uriage, École nationale des cadres, institution officielle conçue par son chef comme une sorte de faculté libre des sciences sociales où des hommes de tous horizons culturels enseignaient et s'exprimaient en totale indépendance.

(2) DUPOUY assassiné par les Allemands en 1944.

POLI, mort au combat dans les Vosges en 1945.

CASENAVETTE, mort au combat dans les Vosges en 1945.

temps de là se forment d'autres petites communautés dans le Massif des Terres Froides, à Chambaran dans Belledonne, à Theys et Luitel, ainsi qu'en Chartreuse, à Proveysieux et Saint-Sixte, région qui verra se développer plus tard toute une série de camps F. T. P.

Mais au début de l'année de 1943, et en dehors du groupe de Villard-Notre-Dame, seul le Vercors a sérieusement commencé le regroupement ordonné des réfractaires.

Des camps ont été implantés dans la clairière d'Ambel et aux environs de Méaudre.

Cette entreprise, aux charges lourdes et croissantes, et qui s'adressait déjà à plus d'une centaine de jeunes, était le fruit d'une entente amicale entre le mouvement départemental Franc-Tireur et quelques habitants du Plateau résolus à cacher et à ravitailler les communautés en formation. Les transports étaient assurés par l'entreprise Lhuillier. La fraction Franc-Tireur « Vercors » était dirigée par PUPIN à Villard-de-Lans et par CHAVANT à Grenoble.

Ce qui devait faire plus tard à la fois la fortune et l'infortune du Vercors trouva son origine dans l'intérêt porté par Londres, dès cette époque, à ce massif de structure exceptionnellement favorable à la constitution d'un réduit.

Un inspecteur des Sites, Dauphinois lui-même et alpiniste de renom, M. Pierre DALLOZ, s'était livré à titre personnel à une étude serrée du Vercors, forteresse naturelle, zone d'appui de manœuvre possible en cas d'opérations périphériques. Il s'était ouvert de ses réflexions au capitaine LE RAY en tant que spécialiste du combat en montagne et à Yves FARGE, ancien rédacteur au *Progrès* et membre du Comité National Franc-Tireur à Lyon.

D'un commun accord un projet d'organisation et d'emploi du Vercors dans plusieurs hypothèses fut établi et soumis pour approbation au Comité national de la France Libre.

On s'appuierait, au départ, sur le réseau Franc-Tireur existant et on procéderait à une militarisation rapide des camps grâce à un envoi immédiat de cadres de métier, issus des garnisons dauphinoises dissoutes, cependant que seraient approvisionnés sur le Plateau les armes, explosifs, munitions et matériels nécessaires aux éventualités d'emploi envisagées.

L'inspection du général DELESTRAINT, chef de l'A. S. et représentant en France du général DE GAULLE, officialisa l'entreprise qui venait de recevoir le plein accord de Londres, et le gros travail commença immé-

diatement avec l'aide précieuse des Eaux et Forêts pour les transports et stockages. La constitution de l'encadrement s'avéra spécialement ardue, du fait de la méfiance des « Francs-Tireurs » à l'égard des militaires de carrière, et de la timidité de ceux-ci, qui hésitaient à se lancer dans une aventure aussi incertaine et peu conforme à leur éducation traditionnelle. Tout était cependant en bonne voie, lorsque, au début de mai, l'échec d'un coup de main mal monté sur une citerne d'essence à Mens, amena l'arrestation par les Alpinois du Bataillon Bolzano de quelques hommes du commando. Travillés par l'OVRA ces garçons inexperts s'embarrassèrent dans leurs contradictions, et les Italiens n'eurent guère de peine à découvrir un fil conducteur qui les amena à Villard-de-Lans. En vingt-quatre heures l'organisation était décapitée. PUPIN, BAYLE DE JESSÉ, des Eaux et Forêts, VICTOR LHUILLIER, M<sup>me</sup> FARGE et vingt autres arrêtés, DALLOZ et FARGE recherchés, il ne restait comme membres du premier Comité de Combat que CHAVANT et LE RAY, qui devinrent, dès cet avril 1943, le premier, chef civil, le second, chef militaire du Vercors. Les camps, immédiatement déplacés, n'avaient pas souffert, mais par ailleurs tout était à recommencer. Par chance cette mésaventure ne découragea pas les quelques officiers décidés à monter vers les camps du Plateau, non plus que les complicités précieuses obtenues parmi la population, et la besogne fut reprise avec acharnement. De nouveaux camps sont installés dans le désert d'Arbounouse, dans la clairière d'Herbouilly, dans les bois d'Autrans, à Mallevall. L'effectif uniforme en est la trentaine et le nomadisme devient la règle.

Quelques coups de main italiens tombent dans le vide mais occasionnent des pertes en matériel et la destruction de l'habitat.

Néanmoins, ces incursions sans grande virulence font un peu l'effet de coups d'épée dans l'eau et, la vague passée, tout se reconstitue peu à peu. Ainsi le « maquis du Vercors », régulièrement ravitaillé par ses fournisseurs locaux, financé par la délégation générale du CNFL en France, instruit par un groupe restreint, mais solide, d'officiers, se prépare pour sa « Mission ». Précisons ici que le plan primitif suggérait l'utilisation du Vercors :

- soit comme repaire des commandos chargés de coups de main à longue distance ;
- soit comme plateforme gardée en vue de débarquements par air ;
- soit enfin comme zone d'amarre de la guerilla en cas de débarquement.

Mais cette Mission, bien peu en connaissent la nature ; son mystère rayonnait dans les cœurs et son interprétation devait prêter un jour à de profondes variantes.

Voilà donc, imparfaitement esquissés, certains traits saillants de cette curieuse période qu'on pourrait comparer à une veillée d'armes.

La servitude des commentaires nous a contraints de consacrer, aux uns et aux autres des acteurs, des développements sans rapport avec leur importance respective.

En réalité, si l'unité apparente de ce chapitre est définie par l'occupation italienne, tout s'ordonne et évolue avec rapidité.

Nous avons tenté de caractériser la première époque comme celle de l'euphorie d'une illusoire « non-occupation », où domine souverainement le conformisme maréchalien. Seuls y échappent quelques têtes politiques et de rares opposants de principe ou d'instinct.

Dans le second temps, et plus que la présence invisible de l'ennemi, c'est la capitulation de Vichy, l'effondrement de l'armée d'armistice, la destruction de la flotte et l'« arrangement » d'Alger qui ont ébranlé les esprits et les cœurs. Enfin, l'occupant a commis la faute insigne de venir traquer chez lui un français peu soucieux jusque-là de recourir aux armes.

Un glissement vers l'esprit de rébellion s'est opéré. Les complicités destinées à jouer l'ennemi sont nombreuses et on les rencontre partout, d'autant plus offertes d'ailleurs que le risque est réduit du fait de la nonchalance italienne. Tout ceci correspond à un sensible flottement dans la ligne politique vichyssoise.

Jusqu'aux portes de l'automne 1943 et malgré quelques représailles italiennes, la résistance dauphinoise pourra s'organiser dans une simple pénombre et bénéficier presque ouvertement de ses appuis locaux.

Les coups de mains au profit des réfractaires, sur les dépôts des Chantiers de Jeunesse ou sur les bureaux du Ravitaillement général, ne sont encore que des opérations élémentaires, préparées et jouées d'avance, souvent avec l'accord tacite des intéressés et de la gendarmerie.

Cette ambiance contre indique l'action directe que préconise de plus en plus le Front National, accusant ses voisins d'« attentisme ». Il serait peu avisé d'aller provoquer un occupant qui manifeste une aussi salutaire passivité. Certes, M. André FRANÇOIS-PONCET vient d'être

arrêté le 30 juin 1943, mais chacun voit dans cette affaire, à tort ou à raison, une initiative exclusivement allemande.

La consigne reste donc la non-agression contre les troupes. Les Groupes Francs se contenteront de se faire la main sur les officines de propagande S. O. L. et Doriotistes. La population applaudit dans la mesure où les explosions ne risquent pas de provoquer trop de vacarme, ni trop de dégâts à l'entour.

L'affaire du P. C. italien de l'hôtel Gambetta, par contre, est jugée sévèrement. Le général DI CASTIGLIONE manque, en effet, d'être tué par une bombe éclatant dans sa cheminée. Un de ses officiers est grièvement blessé. L'attentat a été monté habilement sans doute, mais il est le fait d'une équipe isolée, qui, à l'encontre des ordres formels, a voulu se créditer d'un exploit. C'est une erreur, car dès cette époque une volte-face italienne est prévisible<sup>(1)</sup>, et quelques contacts officieux sont noués, qu'un tel incident risque de rendre vains. Le général LAFARGUE fait transmettre ses regrets au général italien. Aucune sanction n'est prise en dehors d'un bref couvre-feu.

Ainsi, dans une sorte d'illusion de commodité, la Résistance se met en place sous l'œil bienveillant des Dauphinois. On payera cher plus tard ce manque de discrétion, car, si les sympathisants semblent nombreux, et jusque dans la Légion elle-même, les vrais militants sont à peine quelques centaines, et le danger venu, ils se trouveront à découvert.

Car tout changera bientôt, lorsque l'emprise allemande sur le Gouvernement deviendra définitive, que la dureté des sanctions et le carcan de la police secrète assistée de ses rabatteurs français, s'appesantiront sur le pays.

#### LA NUIT DU 8 AU 9 SEPTEMBRE 1943.

Depuis le 7 septembre, les éléments de la 157<sup>e</sup> division allemande font mouvement par voie ferrée de Valence sur Modane. Dans la matinée du 8 un bataillon d'infanterie et un escadron de chars sont immobilisés en gare de Grenoble. Dans la journée, des soldats allemands circulent pacifiquement dans les rues. Le soir, le général PFLAUM, commandant la division de passage, et qui est descendu à l'hôtel des

(1) Des éléments de fortifications face à l'ouest avaient été édifiés par les Italiens sur la route de Voreppe.

Trois-Dauphins, prie à dîner le général DI CASTIGLIONE et son état-major.

Ce même soir et par radio le maréchal BADOGLIO transmet à l'Italie l'annonce de l'armistice conclu depuis le 3. A l'issue d'un repas, dont les sentiments mélangés de part et d'autre avaient tempéré la cordialité, les invités ont tout à coup l'étonnement de se voir retenus par leurs hôtes. Conduits sous escorte courtoise à l'hôtel Lesdiguières sous le prétexte transparent d'y terminer une soirée si joyeusement commencée, ils y seront, au début de la nuit, arrêtés sans autre forme de procès.

A la même heure, la troupe allemande attaque les casernes où, après une résistance assez sérieuse <sup>(1)</sup>, les Italiens capitulent le 9 septembre entre 3 et 6 heures du matin. Le bataillon Bassano, du 11<sup>e</sup> Alpini, et des éléments de services du 5<sup>e</sup> Alpini, ont été assiégés dans le quartier Bayard, tandis qu'au quartier de l'Alma s'achevait la réduction du V<sup>e</sup> bataillon mixte du génie.

Malgré l'ironie du retour des choses et le début de revanche que paraît signifier ce combat nocturne entre les deux frères ennemis, c'est avec gravité que les Grenoblois ont suivi les échos de cette lutte dans l'obscurité. A son geste, l'adversaire véritable a été reconnu. Cette agression habile et sournoise inaugure sur le sol dauphinois la série des exploits allemands dont chacun appréhende l'étendue et la brutalité prochaines.

La véritable occupation commence.

---

<sup>(1)</sup> Pertes : une centaine d'hommes tués et blessés au total pour les deux partis.